



## **Déclaration commune des présidents du BDA, BDI, Confindustria, Lewiatan et MEDEF**

### **CHANGER L'EUROPE, C'EST MAINTENANT!**

**26 Mai 2014**

Le résultat du vote de dimanche est un signal d'alarme lancé par les citoyens Français et européens. Une nouvelle fois, l'Europe a servi de bouc émissaire devant nos difficultés économiques et notre peur collective de l'avenir. De cette situation, nul ne peut exonérer sa part de responsabilité. Encore moins se résigner, comme s'il s'agissait d'une fatalité. Il n'est pas trop tard pour dessiner un nouveau futur à l'Europe. Au contraire, le moment est venu de formuler une réponse politique concrète, rapide et claire pour l'Union.

C'est pourquoi, au lendemain des élections européennes, nous, présidents des principales organisations patronales de France, d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie et de Pologne en appelons à nos gouvernements et aux institutions de l'Union pour qu'ils prennent de toute urgence des mesures décisives en faveur d'une Union européenne forte et compétitive au niveau mondial.

Ce n'est qu'ensemble, alliés entre partenaires européens, que nous serons capables de saisir les opportunités de croissance et d'emploi que la mondialisation peut nous offrir. De même, si nous voulons que notre voix compte dans le monde d'aujourd'hui - et plus encore dans celui de demain - nous devons aller dans le sens d'une Union plus intégrée.

Cette exigence, nous en sommes conscients, n'est pas encore suffisamment perçue par les citoyens européens. Il appartient donc à nos gouvernements ainsi qu'aux institutions communautaires de saisir l'occasion de la législature qui débute, pour redonner confiance et dynamisme à l'Europe.

Ces cinq prochaines années nous imposeront des choix politiques courageux. L'Europe des Vingt-Huit devra être réorientée vers l'objectif de compétitivité dont dépendent la prospérité et l'emploi. Cela signifie que toutes les institutions européennes devront se concentrer sur un nombre limité de priorités fortes, capables d'apporter une véritable valeur ajoutée européenne. Les structures de travail et de décision politiques devront être réformées pour atteindre cet objectif.

La zone euro des dix-huit pays qui partagent un destin plus étroit a particulièrement besoin de renforcer la coopération entre ses membres et la qualité de son contrôle démocratique. Il s'agit de promouvoir la convergence de nos économies, en particulier budgétaire et fiscale, en faveur d'une compétitivité globale plus forte et pouvoir ainsi mieux inclure les citoyens dans l'économie. Pour progresser dans la consolidation budgétaire et dans les réformes structurelles, il est ainsi essentiel que la procédure dite du « semestre européen » puisse être renforcée afin de conforter la confiance mutuelle entre les pays européens.

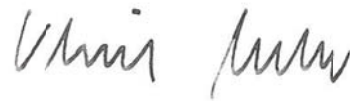
Nous, représentants des employeurs, appelons les gouvernements de France, d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie et de Pologne comme ceux des autres membres de l'Union, à assumer leur part de responsabilité pour faire avancer le projet d'intégration européenne. L'Union, ses entreprises, ses citoyens attendent un renouveau de leur leadership : après le vote de dimanche, il va falloir passer, maintenant, des paroles aux actes.



**Ingo Kramer**

Président du BDA

*Bundesvereinigung der Deutschen  
Arbeitgeberverbände e.V.*



**Ulrich Grillo**

Président of BDI

*Bundesverband der Deutschen  
Industrie*



**Giorgio Squinzi**

Président de la Confindustria

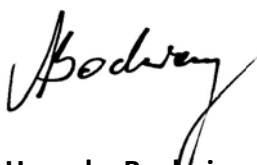
*Confederazione Generale dell' Industria Italiana*



**Juan Rosell**

Président de la CEOE

*Confederación Española de  
Organizaciones Empresariales*



**Henryka Bochniarz**

Président du Lewiatan

*Polish Confederation Lewiatan*



**Pierre Gattaz**

Président du MEDEF

*Mouvement des Entreprises de France*